

Séance du Conseil général du 21 novembre 2022
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit

Présidence : M. Pierre-Alain Frésard

Secrétaire-Caissière : Mme Séverine Bippert, Secrétaire-Caissière communale

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, Assistante-secrétaire

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je déclare cette séance ouverte. Je souhaite la bienvenue à Madame le Maire, à Messieurs les Conseillers communaux, à Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, aux représentants des médias. La séance de ce soir a été régulièrement convoquée par les moyens usuels et officiels.

- Par publication dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura no 38 du 27 octobre 2022
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 22 août 2022
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et approuver le Règlement du Conseil général
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
6. a) Discuter et approuver le Règlement d'organisation de la commune
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
7. a) Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
8. Discuter et approuver le Règlement sur la reconnaissance de formation
9. Discuter et approuver les modifications apportées au Règlement sur la sécurité locale
10. Discuter et approuver les modifications apportées au Règlement concernant les indemnités des autorités communales
11. Traitement de la motion « Droits de regard et pouvoir de décision sur les heures d'ouvertures de la crèche et de l'UAPE »
12. Traitement du postulat « Collaborations intercommunales ouest des Franches-Montagnes »
13. Réponse aux deux questions écrites de M. Yann Chappatte intitulées « terrains non construits » et « nouveaux postes, des éclaircissements nécessaires » lues lors de la séance du 13.12.2021

Madame le Maire, Marianne Guillaume : au point 10, c'est discuter et approuver le nouveau Règlement concernant les indemnités des autorités communales. Ce ne sont pas des modifications.

Personne d'autre ne souhaitant s'exprimer, l'ordre du jour suivant, avec la modification précitée, est considéré comme accepté tacitement.

L'ordre du jour modifié est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 22 août 2022
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Discuter et approuver le Règlement du Conseil général
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
6. a) Discuter et approuver le Règlement d'organisation de la commune
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
7. a) Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote
8. Discuter et approuver le Règlement sur la reconnaissance de formation
9. Discuter et approuver les modifications apportées au Règlement sur la sécurité locale
10. Discuter et approuver le Règlement concernant les indemnités des autorités communales
11. Traitement de la motion « Droits de regard et pouvoir de décision sur les heures d'ouvertures de la crèche et de l'UAPE »
12. Traitement du postulat « Collaborations intercommunales ouest des Franches-Montagnes »
13. Réponse aux deux questions écrites de M. Yann Chappatte intitulées « terrains non construits » et « nouveaux postes, des éclaircissements nécessaires » lues lors de la séance du 13.12.2021

1. Appel

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je passe maintenant à l'appel. Les personnes suivantes sont excusées : Mesdames Laurence Babey et Andrée Guenat, Messieurs Philippe Oppliger et Nusret Berisha. Messieurs Jacky Epitoux et Alain Paupe sont absents. 15 membres du Conseil général sont donc présents. Pour le Conseil communal, Monsieur Jean-Marc Boichat est excusé.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 22 août 2022
--

Personne ne souhaite s'exprimer.

Au vote, le procès-verbal est accepté à l'unanimité.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : j'adresse mes remerciements à Marlyse pour son travail toujours impeccable.

3. Communications

Conseil général

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je n'ai pas de communication.

Conseil communal

Madame le Maire, Marianne Guillaume :

Personnel : Monsieur Michaël Grosjean, éducateur, a été engagé pour le début janvier 2023 afin de succéder à Madame Brigitte Courtet comme Directeur de la crèche à 70 %. Il fera la formation de Directeur de crèche en cours d'emploi. Nous lui souhaitons d'ores et déjà la bienvenue et une excellente retraite à Madame Courtet.

Monsieur Joé Cattin part de janvier à mi-mai pour effectuer son service militaire. Comme vous l'avez vu dans l'avis officiel et le Franc-Montagnard, nous recherchons une personne pour le remplacer durant l'hiver. Nous avons engagé Monsieur Martin Amstutz qui a fait son apprentissage à la voirie du Noirmont.

Informatique : le transfert de Disa sur le nouveau logiciel Urbanus s'est effectué avec, pour les employées, des formations importantes, des heures supplémentaires et un gros investissement de leur part. Nous les remercions encore sincèrement d'avoir accepté ces changements importants dans leur manière de travailler et d'appliquer ces nouvelles procédures. Tout le temps passé sur ce transfert n'a pas été compensé par l'engagement d'une personne supplémentaire, ce qui justifie un nombre important d'heures supplémentaires à reprendre quand la situation sera stabilisée.

Travaux : route et canalisations ont été refaites à la Rue du Petit Pont. Au Bois-Français, suite à une grosse fuite d'eau, le raccordement et la conduite sont en cours de réfection et les tuyaux déplacés dans le champ le long de la route rénovée l'an dernier.

Martinets : 40 nichoirs à martinets ont été installés sur le bâtiment de l'école primaire.

Plan d'aménagement local : ce plan sera tantôt prêt pour être présenté au Conseil communal et ensuite envoyé au Canton pour examen préalable. Les conclusions de Biotech (CPS) seront terminées au printemps. Actuellement, la Commission se penche sur le Règlement des constructions qui doit être révisé. Un plan spécial devra être établi pour le secteur La Tâchière en zone résiduelle (maisons, petits locatifs).

Zone d'activités d'intérêt cantonal des Franches-Montagnes (ZAFM) : nous avons trois points à l'ordre du jour de la séance du Conseil général du 12 décembre et je vous invite à participer à la séance d'information qui aura lieu ce mercredi 23 à la salle des combles de l'école primaire au Noirmont à 20 heures. Toutes les informations à ce sujet pourront vous être communiquées. L'achat du terrain se fera rapidement et le Plan spécial régional (zone AIC) est bien avancé. Une présentation de la zone, de l'usage détaillé du sol, la nature et l'emplacement des équipements ainsi que les règles relatives aux futures constructions seront présentés à la population des Franches-Montagnes. La première étape comprendra 54'000 mètres carrés à proximité de la station-service côté est du Noirmont.

Plan énergétique communal : une offre a été demandée à GC Maket. Nous devons avancer dans ce projet car le Canton nous a fixé une date limite au 31 mars 2023.

Plan énergétique d'assainissement pour le bâtiment de l'administration communale : nous avons également demandé une offre à GC Maket concernant un projet d'assainissement thermique en plusieurs étapes ciblées sur deux à trois ans. Elle connaît bien le bâtiment, a effectué le CECB et cette étude de faisabilité permettrait une présentation au Conseil communal puis au Conseil général pour la votation d'un éventuel crédit de rénovation.

Energie, coupure d'électricité, eau propre, step, etc. : la Commune se prépare à mettre sur pied un point de rencontre d'urgence (PRU) demandé par la Confédération et les cantons.

Ce point sera situé à l'abri PC et comprendra des radios polycom pour atteindre les services d'urgence (ambulance, police, pompiers, etc.). Une permanence devra être assurée 24h/24, un tournus de personnes sera nécessaire en cas de coupure : une demande paraîtra dans un avis officiel ces prochains jours. Dans l'abri PC, nous disposons de génératrice, de matériel d'urgence médicale, etc. et tout a été remis en état pour fonctionner.

Eau potable, eaux usées : avec le responsable de la step et le fontainier, nous avons participé à une séance d'information organisée par la Section de la protection de la population, l'Office de l'environnement, le Service des affaires vétérinaires. Les questions : comment la distribution d'eau potable peut-elle être garantie dans nos communes en cas de délestage (coupure d'électricité) par période de quatre heures ou plus ? Les réseaux d'eau disposent-ils de point d'injection satisfaisant pour une chloration d'urgence de l'eau ? Quel impact pour les steps ? Des réflexions à ce sujet sont nécessaires dans notre commune et des procédures d'urgences devront être mises en place. Dans un premier stade, nous avons récolté plus d'informations surtout au niveau du SEF afin de connaître leurs intentions et définir un plan communal, avec éventuellement le besoin en génératrice difficile à trouver sur le marché ! Monsieur Jean-Maurice Jobin s'est renseigné auprès du SEF qui certifie assurer l'amenée d'eau potable. Par contre, il faut équiper d'accus les vannes d'arrivée d'eau au niveau du réservoir. Nous avons reçu le devis pour cette dépense d'environ Fr. 6'860.00. Au niveau des steps, les réflexions doivent être poursuivies. C'est vrai qu'il est difficile d'arrêter les steps, mais d'après Monsieur Pierre-Alain Thiévent, si c'est pour une durée de quatre heures, on ne peut pas faire grand-chose. De nouvelles séances auront lieu début décembre, des informations cantonales seront régulièrement transmises aux secrétariats des communes. Pour l'éclairage et les illuminations de Noël, la Commission énergie devrait faire part au Conseil communal de ses propositions cette semaine encore.

4. Questions orales

1) Monsieur Pierre Henri Stauffer : CRECHE ET UAPE - BONNE OCCUPATION. En premier lieu, je demanderais de connaître le degré d'occupation des enfants à la crèche et à l'UAPE et de savoir si, effectivement, ces deux infrastructures sont saturées et si la Commission structure d'accueil, avec le concours de l'exécutif, envisage d'agrandir ces infrastructures et de permettre aux familles de la Commune de bénéficier de ce soutien. A la veille d'un agrandissement de la zone à bâtir, il me paraît important d'être visionnaire, c'est-à-dire de voir l'évolution à au moins cinq ans, voire à dix ans et de ne pas réagir mais d'agir ! Merci de votre écoute.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : actuellement, le taux d'occupation de la crèche et l'UAPE est d'environ 90 à 92 %. Nous avons aussi constaté que le village n'a pas augmenté, le nombre d'habitants est à moins dix à fin novembre. La capacité de la crèche est de douze places et l'UAPE de vingt-deux places. Toutefois, un accord éventuel du Canton peut être demandé pour deux places supplémentaires dans chaque structure. Il est très difficile de faire des projections sur plusieurs années car les bébés et les enfants ont pratiquement tout le temps des fréquentations irrégulières et un taux d'occupation qui varie énormément, ceci par rapport aux taux de travail des parents (variations entre 20 % et 100 %). Certains parents qui attendent un bébé ne connaissent pas les jours et le pourcentage de garde à prévoir ! Par exemple, les mercredis sont moins chargés que les mardis et jeudis. Il y a une divergence également entre les matins et les après-midis. Pour la rentrée d'août 2023, la projection de l'occupation des deux structures sera environ la même que celle du premier semestre 2023 avant les vacances ! A ma connaissance, ni la Commission crèche, ni le Conseil communal n'a pour l'instant envisagé de nouveaux bâtiments ou un agrandissement. Je vais vérifier lors

de la séance du PAL ce mercredi les possibilités qui pourraient être proposées et offertes pour ce genre d'institution.

Monsieur Pierre Henri Stauffer : je suis satisfait.

2) Monsieur Pierre Henri Stauffer : COMPTES 2021 – UN BENEFICE DE PLUS DE FR. 1'700'000.00. Pour aider à la compréhension du prochain budget 2023, j'aurais la question suivante à poser à notre exécutif : qu'avons-nous fait de ce montant bénéficiaire ? En effet, certains pensent que cela profite au désendettement, d'autres de mettre sur un projet un montant pour éviter une partie de l'emprunt, d'autres affirment simplement que cela permet de meilleures liquidités sur le compte courant, sachant que dès que nous avons un montant pour un projet de plus de Fr. 20'000.00, cela passe par le compte des investissements, donc un emprunt. Cette manne de l'exercice 2021 va nous péjorer fortement à la péréquation financière et cela sur l'exercice 2023. Je crois que ce serait bien de clarifier ce fonctionnement suite au nouveau plan comptable MCH2.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : il y avait de toute façon une extourne à faire de Fr. 300'000.00 selon les directives, on l'avait dit lorsqu'on a présenté ces comptes. Cette année, on a déjà utilisé Fr. 50'000.00 pour l'informatique, c'était une dépense extraordinaire du Conseil communal qui était urgente également. Ensuite, dans les comptes, avec le MCH2, on peut faire une réserve de politique budgétaire, c'est un compte qui a été mis dans le MCH2, le compte 2940 qu'on n'a pas encore utilisé. Mais, au bouclage des comptes, on pourra mettre un certain montant décidé par le Conseil communal. C'est une réserve pouvant être utilisée pour couvrir de futurs déficits du compte de résultats ou pour contribuer au financement de nouveaux investissements (réserve conjoncturelle ou réserve de compensation). Ce virement sera possible uniquement au bouclage des comptes 2022 sur décision du Conseil communal. L'utilisation des liquidités est possible pour procéder au remboursement de prêts arrivant à échéance. L'utilisation des liquidités est possible pour le paiement des investissements. Une autorisation du Service des communes est nécessaire uniquement pour contracter un emprunt. L'utilisation des liquidités permet d'avoir un fonds de roulement et éviter de devoir emprunter pour les dépenses courantes à des taux d'intérêts élevés. Concernant l'analyse du désendettement, elle n'était pas très significative dans les comptes 2021 parce que le MCH2 a été introduit et on n'a pas assez de recul par rapport à ça. C'était bien indiqué qu'il y avait une diminution de la dette, mais on n'a pas de recul pour savoir exactement ce que ça voulait dire. Il faut aussi remarquer qu'on n'a pas de comptabilité sur les immobilisations actuellement. Les actifs (biens d'investissement) qui sont utilisés sur plusieurs années sont inscrits dans la comptabilité des immobilisations. Cette comptabilité sera mise en place en 2023. Lors du prochain Conseil général, on aura une proposition de fiduciaire. On va vous poser la question, on a deux offres. Il y a une fiduciaire qui propose un accompagnement pour la mise en place d'un plan financier et qui accompagne déjà plusieurs communes sur le Jura. Je pense qu'il faudra accepter un genre de fiduciaire qui accompagne également certains projets.

Monsieur Pierre Henri Stauffer : je suis satisfait.

- 5. a) Discuter et approuver le Règlement du Conseil général
- b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

5. a) Discuter et approuver le Règlement du Conseil général

Entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : la Commission de révision des règlements s'est réunie suite à la convocation de la séance de ce soir et a pris position sur différents points. Pour le point 5 de l'ordre du jour, elle n'a pas de commentaire à faire et vous recommande d'approuver ce règlement. Elle stipule juste qu'il y a une erreur dans l'ordre du jour : la modification du libellé des articles 23, 33, 34 et 35, c'était 32, 33, 34 et 35. C'est une petite inversion de chiffres qui n'a évidemment aucun impact sur le règlement.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : avant de passer au débat de fond, je vous rappelle que ce règlement a été voté au dernier Conseil général, vous avez tous pu prendre connaissance des mutations qui étaient dans le rapport du Conseil communal. On ne va donc pas réinventer la roue. Est-ce que quelqu'un désire prendre la parole ?

Au vote, le point 5 a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

5. b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est une formalité. Lors de la votation, on propose de mettre que « dans sa séance du 21 novembre 2022, le Conseil général a approuvé le Règlement du Conseil général à l'unanimité ». C'est le message qu'on va donner à nos citoyens.

Au vote, le message précité est accepté à l'unanimité.

6. a) Discuter et approuver le Règlement d'organisation de la commune

b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

6. a) Discuter et approuver le Règlement d'organisation de la commune

Entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je me répète, ce règlement a déjà été approuvé lors de la dernière séance. Vous avez aussi pu en prendre connaissance dans le message du Conseil communal. Il y a surtout l'ajout de l'article 60 qui stipule que durant la législature 2023-2027, le Conseil communal se compose de 7 membres et que c'est seulement à partir de 2028 qu'il passera à 5 membres. C'est important de le relever. Je redonne la parole à Monsieur Yann Chappatte pour la Commission de révision des règlements.

Monsieur Yann Chappatte : à ce stade, la Commission n'a pas de commentaire à faire, si ce n'est juste de préciser que l'ajout de cet article 60 se fait ce soir car il n'a pas été fait lors de la dernière séance, puisqu'à la dernière séance, il a été évoqué le souhait de clarifier ça. On a pris des renseignements au Service des communes pour savoir ce qui était le mieux. On a donc ajouté une disposition transitoire. Je vous recommande donc de valider cet ajout.

Monsieur Vincent Berger : je propose de modifier l'article 30 : le Conseil communal se compose non pas de 5 membres, mais de 7 membres, le Président y compris.

Monsieur Martial Farine : je ne comprends pas bien. Ça a été admis la dernière fois qu'on passait de 7 à 5. Ça a été voté. Le vote a été majoritairement pour descendre de 7 à 5. Ce n'est pas une deuxième lecture ce soir.

Monsieur Vincent Berger : je propose une modification.

Monsieur Martial Farine : ça a été validé. La dernière fois, il a été voté, il a été validé.

Monsieur Vincent Berger : je fais une proposition.

Monsieur Martial Farine : non, il n'y a pas de proposition à faire. C'est irrecevable. On ne peut pas revenir sur quelque chose qu'on a voté la dernière fois. Sinon, chaque fois, on y revient.

Monsieur Raphaël Schärz : comme l'ordre du jour est fait, je ne comprends pas pourquoi la proposition ne serait pas recevable.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est clair qu'au niveau de l'ordre du jour, c'est une nomination depuis le Canton sauf erreur qu'on devait le remettre à l'ordre du jour d'une manière complète. Du moment qu'il est à nouveau à l'ordre du jour, il est clair que ce n'est pas souhaité de repasser article après article, mais on peut quand même, je pense, reprendre cet article. C'était quel article ?

Monsieur Vincent Berger : l'article 30 : le Conseil communal se compose de 5 membres, le Président y compris. Je propose : le Conseil communal se compose de 7 membres, le Président y compris.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : ce n'est pas 7, j'ai entendu 5 avant.

Monsieur Vincent Berger : non, je propose 7.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : non, alors ça c'est clair que c'est quelque chose qui a déjà été voté.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : on ne peut pas revoter ce qu'on a déjà voté.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je pensais que c'était le « y compris ».

Monsieur Vincent Berger : non, je souhaite revenir sur la décision et maintenir les 7 membres. La dernière votation était un peu floue et pas claire pour moi. Je profite donc du passage de ce règlement pour revenir là-dessus.

Monsieur Yann Chappatte : première remarque par rapport à cette proposition. Sachez que si l'article 30 est modifié, les articles 40 et 60 sont intimement liés. Si ça devait être accepté, ça entraînerait également la votation des articles 40 et 60. Sachez que la Commission s'est effectivement aussi posé cette question. On ne voulait pas en parler puisqu'on ne pensait pas qu'il y aurait une proposition. Vu la position du Conseil communal, la Commission a rediscuté ce point et est d'avis, à 4 contre 1, de maintenir ce qui est proposé dans ce règlement à savoir le passage à 5 membres. C'est l'avis de la Commission. A titre personnel, évidemment, c'est aussi le point que je soutiens. Je rappelle que ce débat a eu lieu il y a fort longtemps, que les intentions ont été notées, communiquées, déjà il y a un moment. La Commission voulait que ces règlements entrent en vigueur immédiatement, c'est-à-dire pour la législature 2023-2027. Pour des raisons partiellement obscures ou en tout cas particulières, ça n'a pas été possible, ce projet a pris différents retards à différents endroits, soit au niveau communal, soit au niveau cantonal. Aujourd'hui, voilà, on a du retard, on voulait que ça soit pour la prochaine législature. Le Conseil communal était très fortement favorable à garder 7 membres, pour la prochaine législature, de toute façon ça ne pouvait pas entrer en vigueur puisqu'il y a votation populaire. On propose donc cette disposition transitoire. Le soutien de la Commission est de 4 contre 1 pour 5 membres comme ça a été discuté lors du dernier Conseil général et comme la Commission l'avait proposé.

Monsieur Martial Farine : je pense que la seule proposition qui pourrait être faite, c'est que le Conseil communal fasse un message à la population qui dit qu'il veut rester à 7 membres. Ça, ça serait une proposition du message du Conseil communal et nous, comme ça a été

accepté, on définira notre message tout à l'heure. Mais on ne peut pas revenir. Je répète une fois, on n'a pas une deuxième lecture parce qu'on pourrait revenir sur d'autres modifications qui n'ont pas été faites, on pourrait faire d'autres propositions sur des articles qui ont été acceptés, on pourrait revenir sur toutes les modifications qu'on a faites et qui ont été acceptées. Quant au vote, il y a des scrutateurs, c'est noté au procès-verbal le nombre de personnes qui a accepté, le nombre de personnes qui a refusé. C'est fait.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : je dirais que ce n'était pas vraiment clair. Ce sont des modifications de fond. Le débat n'était pas si clair que ça. On n'avait pas le texte qui devait être mis dans ce règlement parce qu'on devait s'adresser au Délégué aux affaires communales pour savoir exactement. Ça veut dire pour moi qu'il a été accepté entre guillemets. Ce soir, ce règlement est à l'ordre du jour et c'est ce soir qu'il doit être accepté. C'est ce soir qu'on a la version de ce règlement, avant, on ne l'avait pas. On a ajouté cette histoire après coup.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : le nombre de Conseillers communaux a été clairement voté. Ce qui n'était pas prêt, c'était le texte de la période transitoire pour la prochaine législature. Il ne faut pas tout mélanger non plus. Je pense que, comme l'a dit, Monsieur Martial Farine, ça a été voté lors du dernier Conseil général. Maintenant, est-ce qu'on doit le revoter aujourd'hui ? A mon avis non.

Monsieur Raphaël Schärz : je pense que Monsieur Vincent Berger fait une proposition, on doit la soumettre au vote. Je ne vois pas comment on pourrait justifier de ne pas le faire.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : c'est une proposition inacceptable. Parce qu'alors toutes les décisions, nous les remettrons en question la séance suivante. Le 22 août, 10 voix contre 4 et 2 abstentions. Aujourd'hui, vous voulez retourner le char parce que ça ne vous plaît pas. Si nos autorités, aux autres niveaux, étaient comme ça, ça serait un tollé. C'est inadmissible.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : pour moi, c'est clair, c'était vraiment l'article 60 qui devait être ajouté et qui devait être repassé ce soir et les petites modifications qui ont été ajoutées par rapport aux erreurs d'articles. C'est tout.

Monsieur Vincent Berger : je me répète, je profite qu'on passe ce règlement à l'ordre du jour de ce Conseil général pour faire une proposition. Sur l'ordre du jour, il est écrit « Discuter et approuver le Règlement d'organisation de la Commune ». On ne parle pas d'accepter l'article 60 du Règlement d'organisation de la Commune. Je propose donc de modifier cet article en mentionnant non pas 5 membres, mais 7 membres.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : c'est un vice de forme, ce n'est pas possible.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : moi je pense que ça a été voté lors de la dernière séance et qu'on ne peut pas le repasser. Je propose qu'on n'entre pas en matière là-dessus et qu'on vote uniquement ce qui a été noté sur le rapport du Conseil communal avec l'ajout de l'article 60 et des modifications de texte. Si ça doit être rechangé, il faudra que ça soit une motion, un postulat ou un autre outil. Je pense que ce soir ce n'est pas le moment.

Monsieur Marcel Barthoulot : au point 6 de l'ordre du jour, il est bien écrit « Discuter et approuver le règlement ». Je suis de l'avis de Monsieur Vincent Berger. On est bien d'accord, il est écrit « Discuter et approuver ». Si on n'avait voulu parler que de l'article 60, on aurait dû mettre « Discuter et approuver l'article 60 du règlement ». Là, on vote le règlement, pas seulement un article. On vote le règlement dans l'entièreté. On ne vote pas un article. On vote l'ensemble du règlement. On est bien d'accord.

Monsieur Martial Farine : règlement qui a été validé la dernière fois.

Monsieur Marcel Barthoulot : c'est juste. Je comprends. Mais on aurait dû ajouter l'article 60 pour être plus précis dans l'ordre du jour si on ne voulait pas repasser tout le règlement. Comme c'est mis à l'ordre du jour, on doit vraiment discuter et approuver l'ensemble du règlement. Donc, on discute et on approuve.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : si on prend le point 6 de l'ordre du jour dans le rapport du Conseil communal, il est écrit : « Lors de sa séance du 22.08.2022, le Conseil général a validé les modifications suivantes... ». Il y a l'article 18, l'article 30, l'article 40, etc. Pour moi, c'est clair que ça a été validé. Après, on nous propose d'ajouter l'article 60 et les dispositions transitoires. En outre, il y a quelques modifications qui ont été effectuées pour la mise en page, etc. Pour moi, aujourd'hui, on discute de ce qu'il y a dans le message du Conseil communal que vous avez reçu pour le point 6. On ne discute pas de l'entier du règlement. Ce n'est juste pas possible. Pour moi, c'est clair qu'au niveau de l'ordre du jour, c'est discuter et approuver le règlement, mais c'est par rapport au rapport du Conseil communal.

Monsieur Vincent Berger : pour moi, on discute, on vote sur l'ordre du jour et non pas sur une annexe à la convocation.

Monsieur Paul-Henri Jobin : la réflexion qu'on a eue au PDC, c'est qu'on est maintenant en fin de législature, étant donné que cette disposition n'entrera pas en vigueur dans les cinq prochaines années, mais bel et bien dans cinq ans, est-ce que c'est à nous de dire aujourd'hui dans cinq ans on veut que ça soit comme ça.

Monsieur Martial Farine : c'est ce qu'on a dit.

Monsieur Paul-Henri Jobin : la dernière fois qu'on en a discuté, c'était pour la prochaine législature. Moi, c'est comme ça que je l'ai compris. Maintenant, est-ce que c'est à nous de dire dans cinq ans on veut 5 membres ? Dans cinq ans, est-ce que la Commune se rapprochera d'une fusion ? Est-ce qu'il y aura plus d'habitants ? Moins d'habitants ? Est-ce qu'aujourd'hui on peut dire dans cinq ans, on veut 5 ou 7 membres ? Est-ce qu'on ne devrait pas laisser la possibilité d'en discuter par la suite ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : qu'avons-nous fait le 22 août ? Aux points 5-6, nous avons discuté du Règlement du Conseil général et du Règlement d'organisation de la Commune. C'est revenir sur les décisions qui ont été prises ce soir-là. Ce n'est pas de la démocratie. Si on change les règles usuelles, quand les décisions sont prises, on s'y tient. On ne les change pas parce qu'elles nous déplaisent à la séance suivante. C'est inimaginable de travailler comme ça.

Monsieur Vincent Berger : une fois de plus, je profite de l'ordre du jour, au point 6 a) « Discuter et approuver le Règlement d'organisation » pour faire une proposition.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : on ne peut pas faire cette proposition.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : moi, je ne peux pas entrer en matière sur cette proposition. Maintenant, comme il y a cinq ans pour la mise en place, durant la prochaine législature, votre groupe a le libre pouvoir de remettre ça à l'ordre du jour pour une nouvelle décision. Pour moi, ce soir, on ne peut pas remettre en cause ce qui a été voté à la dernière séance. C'est contraire à ce qui a été fait à la dernière séance.

Monsieur Jacques Boni : je crois qu'on a quand même cinq ans pour pouvoir réfléchir à ça. Dans quatre ans et demi, vous pouvez faire une proposition pour changer et faire une nouvelle demande. Actuellement, on ne peut pas revenir sur des décisions qui ont été prises.

Monsieur Vincent Berger : qu'on y revienne maintenant ou dans deux ans, pour moi c'est du pareil au même.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : ce sont les usages démocratiques.

Monsieur Yann Chappatte : pour moi, il y a deux choses importantes. Je déplore l'ordre du jour de ce soir. Je ne voulais pas le faire dans l'entrée en matière, mais je ne trouve pas très adroit comme les choses ont été faites. Ce n'est pas dans l'esprit de ce qui a été voté lors du dernier Conseil général. Néanmoins, l'ordre du jour il est clair pour moi : « Discuter et approuver... ». S'il est discuté et approuvé, la discussion est ouverte et on doit approuver derrière. Les propositions qui viennent sont malheureuses, mais on doit les soumettre au

vote. A titre personnel, je m'y oppose, on en a déjà parlé plein de fois dans le cadre de la Commission, ici la dernière fois. Si, aujourd'hui, ce règlement n'est pas en vigueur et qu'on n'a pas 5 membres pour la législature 2023, c'est parce que tout a été fait pour faire traîner ce règlement. Dans les faits, la Commission a travaillé ardemment pour tout faire pour qu'on puisse voter il y a de nombreux mois. On a fait notre travail correctement pour qu'on puisse voter en votation populaire au mois de juin. On a pris une année de retard maintenant. Tant pis, on a voulu clarifier pour la prochaine législature puisque la question s'est posée : est-ce que les 7 doivent être élus et si on passe à 5, il y a des démissions ? On a dit qu'il serait bien d'avoir une solution qui soit claire pour tout le monde. C'est ce qui a été fait dans l'approche faite avec le Service des communes qui a dit que si on souhaitait clarifier ça, il nous proposait des dispositions transitoires. Maintenant, on est obligés d'approuver ces dispositions transitoires ce soir ou de les refuser si on reste à 7 membres. Sur le principe, c'est très important qu'on mette en discussion la proposition qui a été faite, même si je m'y opposerai, mais on doit la soumettre au vote puisque l'ordre du jour l'autorise. Ensuite, en fonction de la décision, on statuera sur les articles 40 et 60. Encore une fois, je suis frustré par rapport à ce qui se passe parce que ça fait trois ans que je me bats dans cette Commission de révision des règlements. J'avais prédit ce qui allait arriver lors de la séance. On a fait un travail pénible, long, astreignant avec peu d'appui. Aujourd'hui, on arrive de nouveau dans un conflit et un débat. Mais, pour moi, l'ordre du jour, il est clair. Je souhaite qu'on soumette la proposition au vote, même si je m'y opposerai. Je ne peux pas concevoir qu'on ne discute pas la proposition et qu'on n'ait pas une votation. L'ordre du jour le prévoit. Même si c'est malheureux.

Monsieur Martial Farine : j'aimerais quand même dire qu'il est écrit au point 6, sous les deux points de l'ordre du jour « Lors de la séance du Conseil général du 22.08.2022, le Conseil général a validé les modifications suivantes : article 18, alinéa 3, suppression du cumul. Article 30, alinéa 2, modification 5 membres au lieu de 7. Article 40, cinq membres dont le Conseiller communal au lieu de quatre membres plus le Conseiller. Article 60, dispositions transitoires. ». Il n'y a pas à revenir là-dessus, on a validé. Point.

Monsieur Vincent Berger : une fois de plus, je profite de l'ordre du jour qui dit « Discuter et approuver le Règlement d'organisation ».

Monsieur Basile Cattin : je suis d'accord avec Messieurs Vincent Berger et Yann Chappatte. C'est l'ordre du jour qui est mal tourné, mais on n'a pas le choix, on doit soumettre ça au vote.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : sauf erreur de ma part, cet ordre du jour a été validé par le Canton. C'est le Canton qui demandait à ce que ça soit libellé comme ça.

Madame Séverine Bippert : non, ce n'est pas le Canton, c'est le Bureau du Conseil général.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est clair que si on reprend à la lettre l'ordre du jour, c'est un peu malheureux, mais je crois qu'on n'a pas d'autre choix que de repasser en votation cet article 30. Si je comprends bien, Monsieur Vincent Berger demande que le Conseil communal se compose de 7 membres, y compris le Président.

Au vote, la proposition de Monsieur Vincent Berger qui consiste à passer à un Conseil communal qui se compose de 7 membres obtient 5 voix pour et 10 voix contre. Elle est donc rejetée.

Monsieur Martial Farine : ce n'est pas normal.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : s'il vous plaît, on va continuer, l'ordre du jour est encore long.

Monsieur Yann Chappatte : puisqu'il y a une proposition qui est faite ce soir, j'aimerais juste qu'on la vote. Il s'agit de l'article 60. Celle-là n'a jamais été votée. Ce soir, j'aimerais qu'on la vote.

Monsieur Martial Farine : juste avant de passer au vote, j'aimerais juste dire que si on n'accepte pas cette disposition transitoire, ça veut dire que si on a un Conseiller communal qui démissionne, ils fonctionneront à 6 et s'il y en a un deuxième, ils fonctionneront à 5. Pour garantir qu'ils soient 7 jusqu'au 1^{er} janvier 2028, il faut qu'on accepte cette disposition transitoire.

Au vote, l'article 60 est accepté par 14 voix, sans avis contraire.

Au vote, le Règlement d'organisation de la Commune est accepté à l'unanimité.

6. b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : on va aussi parler de l'élaboration du message du Conseil général aux ayants droit au vote. Je vous propose le même point qu'avant : dans sa séance du 21 novembre 2022, le Conseil général a approuvé le Règlement à l'unanimité.

Au vote, le message précité est accepté à l'unanimité.

7. a) Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales
b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

7. a) Discuter et approuver le Règlement sur les élections communales

Entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : au nom de la Commission, nous n'avons pas de remarque, si ce n'est qu'on vous demande l'approbation de ce point.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : il découle de tout ce qu'on vient de dire que l'article 28 n'est pas tout à fait complet. Il dit toujours « Le Conseil communal se compose de 7 membres, le maire y compris. ». Jusqu'au 31 décembre 2027. A partir du 1^{er} janvier 2028, il sera composé de 5 membres, conformément au Règlement d'organisation.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est juste. Je propose qu'on ajoute ces précisions à cet article.

Au vote, la proposition d'ajout précitée à l'article 28 est acceptée à l'unanimité.

Au vote, le point 7 a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

7. b) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général aux ayants droit au vote

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est de nouveau la même chose : dans sa séance du 21 novembre 2022, le Conseil général a approuvé le règlement à l'unanimité.

Au vote, le message précité est accepté à l'unanimité.

8. Discuter et approuver le Règlement sur la reconnaissance de formation

Entrée en matière.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est un règlement qu'on n'a pas encore traité au Conseil général. Vous avez pu en prendre connaissance.

Monsieur Paul-Henri Jobin : avant d'accepter l'entrée en matière, j'aimerais prendre la parole. Lors de notre séance de parti, nous avons longuement discuté de ce règlement et nous avons, je dois bien l'admettre, eu toutes les peines du monde à trouver un avis collégial. C'est pourquoi, je vous demande de ne pas accepter l'entrée en matière. En effet, il nous paraît discriminatoire de donner une somme d'argent ou toute autre récompense à la fin d'une formation. Nous sommes bien conscients de la nécessité avérée et de l'importance capitale qu'il faut former une personne tout au long de sa vie professionnelle. Le savoir et la connaissance ne sont-ils pas là l'unique bien que personne ne peut te dépouiller ? Toutefois, on ne peut sciemment récompenser toute personne qui termine sa formation alors qu'une autre en situation de handicap, tant physique que psychologique, ne puisse jamais prétendre. On ne peut donc que renvoyer la Commission à sa copie en lui donnant éventuellement quelques pistes, en voici une qui reprend la position du Conseil communal. La Fête du Printemps a été une vraie réussite avec l'accueil des jeunes qui entrent dans leur majorité. Nous vous suggérons donc de récompenser et d'encourager ces jeunes adultes à y participer. Un don de la valeur qui vous conviendra à faire valoir dans un commerce ou une entreprise du territoire communal, n'est-ce pas là l'occasion rêvée de les accueillir dans la vie sociale, culturelle, associative et politique de notre village, ainsi que de les orienter vers le commerce de proximité tout en soutenant notre économie locale ?

Monsieur Yann Chappatte : la Commission s'est réunie suite à l'ordre du jour, a vu la position du Conseil communal. Effectivement, ce soir c'est la première fois qu'on discute de ce règlement. Il est nécessaire qu'on vous apporte quelques compléments d'informations. Tout d'abord, ce règlement est consécutif à un règlement qui date de 1984. Aujourd'hui, il ne correspond à plus rien puisqu'il fait référence à des valeurs financières qui ne sont aujourd'hui plus du tout adéquates avec l'évolution notamment des salaires. En fait, il octroyait des subventions en fonction de différents critères d'âge, de revenu, de type de formation, de conditions familiales, etc. La Commission a réfléchi à deux alternatives, historiquement, soit de modifier complètement ce règlement en mettant à jour les valeurs comme le revenu imposable. Le deuxième cas de figure, on s'est posé la question de faire un règlement complètement différent, plus simple, plus lisible, plus compréhensible avec peu d'articles et des conditions qui étaient en faveur de toute personne qui terminait sa formation. Le troisième cas de figure, c'est de dire qu'on ne fait plus rien parce qu'aujourd'hui, tous ceux qui terminent des formations et qui sont en difficultés financières peuvent avoir droit à une multitude d'aides. Dans le Canton du Jura, il y a une vingtaine d'associations et de fondations qui aident les étudiants. Evidemment, ce n'est pas cumulatif et tous n'ont pas droit à tout. Certaines aides sont pour des gens qui ne sont pas de langue maternelle française, certaines par rapport à la situation familiale, etc. Finalement, la Commission a décidé de construire un règlement, celui qui vous est proposé ce soir. Le débat a tourné évidemment sans surprise sur le montant qu'on octroyait. Finalement, on l'a construit de façon la plus simple possible. Suite à la position du Conseil communal, une réflexion a été faite pour savoir si on jugeait pertinent d'adhérer à la position du Conseil communal ou de maintenir notre règlement. La Commission a décidé à l'unanimité, donc à 5 voix contre 0, de maintenir ce règlement. A ce sujet, si le débat est approuvé, on viendra

encore avec quelques petites précisions à donner par rapport à ce qui figure dans ce règlement. Néanmoins, il y a quand même un élément important à prendre en compte avant de voter l'entrée en matière, c'est de savoir finalement, qu'on est dans un cas complètement différent. Dans le cas proposé par la Commission, le but est simple, c'est de récompenser au terme de l'achèvement d'une formation toute personne qui obtient un papier au terme de sa formation. Dans la proposition du Conseil communal, c'est tout autre, puisque finalement c'est d'octroyer de façon fixe le fait d'entrer dans la majorité civique. Ce sont deux approches complètement différentes qui visent des buts différents. La Commission, comme je vous l'ai dit, est favorable à 5 contre 0 de mettre en discussion ce règlement. C'était nécessaire de faire un petit historique puisqu'on n'a pas encore eu l'occasion de le faire puisque c'est la première fois qu'il est en débat ce soir.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 11 voix contre 3.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : il y a deux points importants. Si ce règlement est approuvé ce soir, il faut savoir qu'il ne sera pas soumis au peuple, il entrera en vigueur lorsque les démarches administratives seront entrées en vigueur. Il sera juste nécessaire de corriger : il y a un point de trop à l'article 6 à la fin de la phrase. La deuxième chose, c'est que lors d'un prochain Conseil général, il faudra de façon formelle abroger le règlement actuellement en vigueur dans le cadre de l'octroi de subventions. Au vu des chiffres qui figurent dans ce règlement, je pense qu'il n'y a plus personne qui y a droit.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : j'aimerais répéter qu'à la naissance on offre Fr. 200.00 à chaque famille. On pensait faire quelque chose comme ça au lieu de faire un règlement. Ce qui nous paraît quand même assez difficile à gérer au niveau administratif : qui finit ? Quoi ? Qui va demander ? S'il n'y a qu'une ou deux personnes qui demandent, faire un règlement pour ça, ça ne sert pas à grand-chose. On trouvait que la proposition, sans vouloir faire un règlement, vu qu'à la naissance on donne Fr. 200.00 et qu'on n'a pas de règlement, ça pourrait être un geste qu'on fait sans avoir un règlement.

Monsieur Martial Farine : effectivement, si le Conseil communal nous dit ce soir qu'il veut donner un montant à tous les gens qui finissent leur formation, je n'y vois pas d'inconvénient, ça permettrait de ne pas avoir de règlement.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : le Conseil communal parle des gens qui atteignent la majorité civile.

Monsieur Martial Farine : oui, mais si le Conseil communal nous dit ce soir qu'ils veulent quand même donner une certaine somme à ceux qui finissent leur formation, je n'y verrais pas d'inconvénient. Par contre, concernant la demande de cette subvention, on fait des tous-ménages pour proposer des prunes aux gens, pour leur dire qu'il faut couper les arbres, qu'il faut faire ceci et cela, je pense qu'on pourrait très bien mettre en début d'année ou un peu avant que les formations se terminent simplement qu'une somme peut être réclamée concernant ce règlement. Je pense que ça ne poserait pas de difficulté. Dans la position du Conseil communal, il y a quand même deux choses qui sont mélangées, qui sont complètement différentes. Ce règlement propose vraiment une reconnaissance de formation et là, vous proposez entre guillemets l'entrée dans la citoyenneté. Ce sont deux choses complètement différentes. Pour répondre à l'entrée en matière, je pense qu'il y a des gens qui n'entrent non plus pas en citoyenneté, il y a des gens qui sont handicapés mentaux et qui n'ont pas les droits civiques. Ça pourrait aussi être discriminatoire puisqu'ils n'entrent pas dans la vie civique. En plus, je ne vois pas où est la discrimination qui a été discutée tout à l'heure, parce qu'on ne donne pas Fr. 400.00 à quelqu'un sous condition. Il suffit qu'il

termine sa formation. On ne lui dit pas si t'as 5, on te donne 400 balles, si t'as en dessous de 5, on ne te donne rien ou on te donne une somme différente. Je pense qu'on peut très bien avoir ce petit règlement, mettre quelque chose dans le tous-ménages et ça ne va pas faire administrativement quelque chose de bien important et garder ces Fr. 200.00 qu'on donne à l'entrée en citoyenneté. Le Conseil communal peut très bien continuer à donner ce cadeau.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : j'ai quand même un petit souci avec l'article 3, alinéa 2 : « la demande doit être formulée auprès de l'administration communale au plus tard 6 mois après la réussite de l'examen ». Si je prends ma personne, ma famille, nous, on ne va pas aller demander de l'argent à la Commune. Soit la Commune a une liste des personnes, elle suit les personnes qui sont en apprentissage ou autre et à la fin, la Commune, gracieusement, offre quelque chose, mais moi, je vois mal qu'une personne doive faire un courrier pour demander Fr. 400.00 à la Commune. Je trouve que ce n'est pas correct. Il y a plein de gens qui ne le feront pas parce qu'ils se sentent mal à l'aise et c'est normal. Soit la Commune, comme à la naissance, offre gracieusement et va trouver les gens. Ma fille est née, la Commune nous a offert Fr. 200.00. On a dit : merci beaucoup. Mais je ne serais pas venu à la Commune si on m'avait dit que je devais m'annoncer, je suis désolé, je ne serais pas venu. Je trouve que ce n'est pas correct. Je pense qu'il faudrait supprimer cet alinéa ou le changer.

Monsieur Martial Farine : ça demanderait un travail administratif assez important.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : je pense qu'on peut ne pas entrer en matière sur ce règlement et le remettre à l'ordre du jour une autre fois. Cet alinéa ne me correspond pas et je pense que je ne serais pas le seul.

Monsieur Vincent Berger : il est écrit tous les étudiants et tous les apprentis qui terminent leur formation. C'est quoi un étudiant et c'est quoi une formation ?

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est écrit à l'alinéa 5 : seules les formations reconnues au niveau fédéral donnent droit à l'indemnité. Ça veut dire que si un étudiant réussit un module durant sa formation, il ne peut pas venir avec son module. Il faut vraiment que la formation soit reconnue au niveau fédéral.

Monsieur Marcel Barthoulot : il faut quand même préciser à Monsieur Cyril Jeanbourquin que lors d'une formation quand on demande des subsides au Canton, quel que soit le Canton, le Canton dira qu'on touchera les subsides pour autant que votre enfant puisse fournir le certificat à la fin de son apprentissage ou de ses études. Au Canton, c'est la réponse qu'on va donner. Il faut aussi mettre des garde-fous. Il y a quand même une limite à mettre. On est obligés de dire, si on crée un règlement, on doit mettre des garde-fous. S'il réussit, il touche les Fr. 400.00. Sinon, il y en a qui commencent un apprentissage, des études, et ils ne les finissent pas et ils touchent quand même Fr. 400.00. Est-ce logique, est-ce normal ? Non.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : ce n'est pas ce que j'ai dit.

Monsieur Marcel Barthoulot : il faut mettre des garde-fous. Le Canton, la première des choses quand tu demandes des subsides pour toucher une indemnité lors d'études, une bourse d'études, on a repris un peu le terme du Canton. C'est une précision.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : pour avoir discuté avec les membres de la Commission de révision des règlements, le but aussi était de ne pas avoir une usine à gaz, que ça reste un règlement simple, facile à appliquer. C'est pour ça qu'il y a peu d'articles et que c'est simplement sur présentation d'une photocopie d'un CFC ou d'un certificat qu'on obtient la prime de Fr. 400.00. Ce n'était pas de demander à la Commune de tenir la liste du nombre d'apprentis, de gens qui finissent, qui ne finissent pas, etc. Les conditions sont assez claires. Aujourd'hui, ma foi voilà, on fait partie d'un système, d'une société où on doit s'intéresser à ce qui se passe et ce qu'on doit remplir pour avoir certaines choses. Si les gens ne veulent pas s'intéresser, ils passent à côté. C'est la même chose pour les subsides pour la caisse maladie ou certaines choses. Si les gens ne se préoccupent pas de ce qu'ils peuvent

obtenir comme aide, ça leur passe sous le nez. Comme l'a dit Monsieur Yann Chappatte, il y a plein d'associations, de possibilités d'avoir des aides pour les jeunes en formation, il n'y a personne qui vient vous chercher à la maison. Ce sont les parents qui doivent faire les démarches. Voilà mon avis.

Monsieur Vincent Berger : je trouvais que c'était plus équitable de donner quelque chose à 18 ans.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : c'est l'arrosoir. Si un jeune ne fait rien de sa vie, il touchera la même chose qu'un qui s'est donné de la peine pour avoir un CFC. Je suis contre le système d'arrosoir.

Monsieur Gabriel Bilat : j'avais juste une question à poser au Président de la Commission de révision des règlements. On parle à l'article 3, alinéa 5 « Seules les formations reconnues au niveau fédéral donnent droit à l'indemnité ». Les écoles privées sont-elles des formations reconnues ?

Monsieur Yann Chappatte : chaque cas sera différent. Il y a toute une série de formations qui ne sont pas reconnues, notamment dans le domaine de l'horlogerie, il y a énormément de formations qui ne sont pas reconnues au niveau fédéral, ce qu'on appelle des AFP. Effectivement, celles-là n'entrent pas en ligne de compte. Chaque association professionnelle peut donner un diplôme ou une attestation dans n'importe quel cadre, il fallait une réglementation, un prérequis qui soit donné. Maintenant, on a voulu aller de 17 à 25 ans, ce qui permet à tout le monde d'achever sa formation sur cette durée. C'était aussi dans un but de dire que des gens ont dû arrêter, recommencer, qui sont partis à l'étranger, qui ont commencé à 22 ou 23 ans. Là, on dit que tous ceux qui achèvent une formation dans un âge qu'on peut considérer comme correct entre 17 et 25 ans, comme première formation, peuvent avoir droit à cette indemnité. Le débat de fond était effectivement un assez long débat dans le cadre de la Commission. Après, on s'est passablement attelés à savoir ce qui se faisait dans les autres communes. Les communes qui versent des subventions, certaines le font comme avec notre ancien règlement avec plein de critères et d'autres avec un montant unique. On est partis sur le principe que c'est plus juste ainsi. Après, le problème était de savoir si la formation était une véritable formation. Il y a aussi l'Université populaire, l'Ecole Club Migros ou d'autres qui donnent aussi des formations. L'idée c'est de savoir comment on peut attester qu'une formation soit achevée et il faut premièrement qu'il y ait réussite d'un examen au terme et deuxièmement qu'on puisse quand même l'approuver au niveau fédéral. Dans l'horlogerie, il y a 5 ou 6 formations qui ne sont pas reconnues au niveau fédéral qui sont des métiers très spécifiques. Il y a la même chose dans d'autres professions. On ne voulait justement pas que toutes ces professions entrent sinon ça aurait été des démarches permanentes à la Commune pour savoir si ça entraînait dans le cadre d'une formation reconnue ou pas. Les formations reconnues au niveau fédéral sont clairement référencées.

Monsieur Gabriel Bilat : je voulais rajouter par exemple si je prends le cas de l'école Saint-Charles à Porrentruy, est-ce que c'est reconnu ? Si je prends l'école prévôtise pour la comptabilité à Moutier, est-ce que c'est reconnu ? Celui qui finit cette école a un diplôme de comptable et il ne vaut rien. Il vient ici, il peut demander une subvention et on lui dit que ce n'est pas reconnu. Je pense que ce n'est pas judicieux comme règlement.

Monsieur Martial Farine : je crois qu'on est quand même obligés de mettre un critère. On ne peut pas tout accepter. On peut aussi mettre un critère plus souple. Mais il faut absolument que ça soit des formations reconnues. Juste pour dire, celui qui met son gamin dans une école privée, je pense qu'il a les moyens et n'a pas besoin de toucher 400 balles à la fin. C'est mon avis personnel.

Monsieur Gabriel Bilat : s'il y a droit.

Monsieur Martial Farine : s'il a le droit, il peut l'avoir, pour autant que ça soit reconnu au niveau fédéral.

Monsieur Vincent Berger : je ne trouve pas ça logique. C'est injuste. On parlait de l'AFP. Malheureusement, souvent les AFP, en dessous du CFC, sont délivrées à des personnes qui ont plus de peine. Pendant 2 ans, pendant 3 ans, ces personnes travaillent, cravachent pour obtenir une attestation et ce travail n'est pas reconnu par la Commune. Ce sont des petites choses qui font qu'on n'a pas le susucré à la fin et c'est décevant.

Monsieur Martial Farine : ça ne me gêne pas qu'on le mette. Les AFP ne posent aucun problème pour moi, mais il faut qu'on trouve une limite, que ça soit vraiment des formations reconnues.

Monsieur Vincent Berger : c'est pour ça que je pensais que c'était plus simple et que ça empêchait de dire aux gens que l'AFP, ce n'est pas le lycée, l'université, l'école de commerce et je trouvais que c'était une gestion plus simple de recevoir quelque chose à 18 ans.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : pour ma part, je pense que chaque formation qu'un jeune accomplit, s'il va au bout, il a un certain mérite. Soit on donne à tout le monde, soit on ne donne à personne. Un jeune en difficulté, s'il est dyslexique, dysphasique ou dyscalculique, il n'a rien demandé et il a dû fournir un effort supplémentaire qu'une personne qui a des capacités plus élevées. Je pense que si on restreint les AFP ou autres, je pense qu'on est discriminatoires vis-à-vis de ces jeunes qui sont en difficulté. Ils viennent à la Commune avec leur papier et qu'on leur dit : je suis désolé, ton papier n'est pas reconnu, mentalement je pense que ce n'est pas correct pour le jeune en lui-même. Je pense que là, on est à côté. Je pense que ça doit être tout le monde ou personne.

Monsieur Raphaël Schärz : la réflexion de la Commission, c'est aussi que ce règlement doit remplacer l'ancien règlement qui était prévu pour les personnes qui avaient des bas revenus. Demain, ce sont quand même ces jeunes qui font une formation qui vont peupler la Commune et qui vont payer des impôts. Je trouve que c'est bien de leur donner une récompense. Pour ceux qui rencontrent des difficultés et qui font une AFP, pour moi il n'y a aucun problème pour qu'on leur verse l'indemnité. Pour moi, le montant de Fr. 400.00 peut aussi être discuté. Pour moi, c'est beaucoup plus valorisant de donner un cadeau à une personne qui fait une formation plutôt que de donner à 18 ans.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : si j'ai bien vu, le but de la Commission ce n'était pas de donner de l'argent à quelqu'un qui a une attestation parce qu'il a fait un cours de cuisine ou je ne sais quoi. Ce que je propose, c'est de parler de la durée. Si on dit une formation qui a duré une année, deux ans, dès qu'une formation a duré pendant un certain temps, je pense que peu importe le niveau à la fin, ça représente un investissement de la part du jeune et si je comprends bien c'est ce qu'on a envie de remercier par une somme qui n'est pas encore définitive. C'est l'engagement dans une formation de la part de nos jeunes. Peu importe quelque part le résultat obtenu, c'est le temps qui est consacré. Il faut le mettre dans ce règlement et ça enlève toutes les professions de l'horlogerie qui ne sont pas reconnues ou des autres qui ont été évoquées ce soir.

Madame Isabelle Greab : les AFP, ce sont des formations reconnues par la Confédération. Ce n'est pas un souci ça.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : les AFP, pour moi ce n'est pas le souci. Ce sont d'autres formations qui ont un diplôme qui est peut-être cantonal. Il serait peut-être bien de mettre dans l'article que les ayants droit sont ceux qui ont suivi une formation durant 2 ans ou je ne sais quoi.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : ce n'est pas basé sur la réussite, mais sur le temps. C'est ça ?

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : voilà. Ce qu'on veut c'est aussi encourager ceux qui se sont donné de la peine pour faire quelque chose, peu importe le niveau auquel ils arrivent. Comme ça a été relevé, on ne part pas tous avec le même capital et on n'arrive pas tous au même endroit. Et heureusement, sinon on aurait une société bien ennuyante. Je propose de prendre les articles les uns après les autres et on fait les modifications souhaitées.

Article premier

Monsieur Cyril Jeanbourquin : comme on a dit avant que ce n'était pas sur la finalisation mais sur le temps. S'ils terminent, ça veut dire qu'ils ont réussi.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : pour moi, on peut terminer une formation sans la réussir. Pour moi, c'est un laps de temps. Si on fait un apprentissage de 3 ans, même si on loupe l'examen, on a fait les 3 ans. Si on sort avec une AFP ou une attestation, pour moi c'est la même chose. Il faut qu'ils terminent la durée de la formation prévue.

Monsieur Basile Cattin : il faut faire attention, comment est-ce qu'on peut contrôler qu'une personne ait fait deux ans de formation ?

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : en principe, ils ont quand même toujours un papier, un diplôme ou une attestation.

Monsieur Basile Cattin : je peux faire une attestation à la maison sur mon PC.

Madame Séverine Bippert : si tu ne vas pas au bout de la formation, il n'y a pas d'attestation. Celui qui a fait 2 ans, il n'a pas de papier qui valide cette durée.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : mais il ne l'a pas terminée non plus.

Madame Séverine Bippert : non, mais il aura fait ses 2 ans.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : est-ce qu'on remet ce règlement pour une prochaine séance ?

Monsieur Gabriel Bilat : et pour quelqu'un qui étudie à l'étranger ? Il n'y a rien de marqué.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : est-ce qu'on peut remettre ce règlement en Commission ?

Monsieur Yann Chappatte : pour moi, c'est possible. Sur la base de ce que j'ai entendu, je pense que si on modifie l'alinéa 5, ça suffit. Le but, ce n'était pas de créer des différences pour les compétences intellectuelles. C'était de fixer un cadre pour que ça soit clairement réalisable et que les gens puissent en bénéficier, qu'il y ait moyen de pouvoir aisément contrôler que la formation soit achevée et que la formation corresponde bien à quelque chose, sous-entendu qu'il ne s'agisse pas d'un cours d'un ou deux jours dans un séminaire, mais quelque chose de plus étoffé. C'est pour ça qu'on avait mis ce niveau fédéral. Maintenant, s'il y a un souhait, je comprends tout à fait les remarques qui ont été faites, elles sont légitimes, ce que je peux proposer à ce stade, après si ça ne convient pas, on pourra en débattre, mais c'est à l'article 3, alinéa 5 on peut changer le texte et simplement mettre bénéficie du montant octroyé les formations qui ont duré au moins 2 ans. Si ça ne convient pas, on peut évidemment reporter ça.

Monsieur Martial Farine : pour autant qu'elle soit réussie.

Monsieur Yann Chappatte : le point de la réussite est à l'alinéa 1.

Monsieur Martial Farine : ça résout pas mal de choses.

Article 3, alinéa 5

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : on modifie cet alinéa comme suit : « Seules les formations ayant duré au moins 2 ans donnent droit à l'indemnité. ».

Article premier

Monsieur Vincent Berger : il est écrit « les étudiant et apprentis ». On pourrait enlever « apprentis ».

Madame Isabelle Greab : pourquoi ?

Monsieur Vincent Berger : pourquoi le laisser ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : on pourrait mettre « tous les jeunes ».

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : on modifie l'article premier en mettant « Tous les jeunes qui terminent leur formation bénéficient d'une indemnité au terme de celle-ci s'ils sont domiciliés dans la commune. ».

Au vote, le règlement avec les modifications précitées est accepté à l'unanimité.

9. Discuter et approuver les modifications apportées au Règlement sur la sécurité locale

Entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : c'est la première fois que ce règlement est proposé au Conseil général. Ce règlement a fait l'objet d'une réflexion par rapport au Règlement de police locale qui existe actuellement. Il y a différents projets qui sont venus au niveau cantonal. C'est pour ça qu'aujourd'hui on parle de sécurité locale puisque la plupart des communes n'a plus de police locale. Nous avons travaillé avec le nouveau règlement cantonal, nous avons repris l'intégralité de notre Règlement de police locale pour voir les articles que nous souhaitons maintenir, adapter, modifier, etc. Nous avons eu plusieurs séances dans ce cadre-là. Il y avait aussi des discussions par rapport à la problématique des caméras de surveillance et le souhait de faire apparaître les caméras de surveillance. Ceci a passé par le Préposé à la protection des données, personne qui est en charge de ce sujet pour le Canton du Jura et Neuchâtel, afin qu'il puisse prendre connaissance de notre règlement et voir les éléments qui pourraient poser problème. Nous avons suivi les recommandations qui nous ont été faites. Ces recommandations ont été changées avec eux afin d'obtenir la validation telle que proposée ici. Nous avons également, à sa demande, fourni des modifications à ce règlement, tous les articles ont été modifiés par rapport à l'article de base au niveau cantonal. La Commission a repris et a revu les commentaires amenés par le Conseil communal. Elle n'a pas de remarque additionnelle à faire ou à proposer, si ce n'est un point à signaler : en page 2, il y a certains liens qui ont été cassés au niveau de la mise en page automatique et il est écrit deux fois « erreur ! signet non défini ». Et à la page 14, à l'article 51, alinéa 2, lettre b), il y a un S majuscule à la fin d'un mot au pluriel et il devrait évidemment être en minuscule. Evidemment, ça n'a pas d'influence sur la valeur du règlement.

SECTION 10 : VIDÉOSURVEILLANCE

Article 64

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je ne suis pas trop chaud pour la vidéosurveillance, mais je comprends qu'à certains endroits elle soit envisageable. Par contre, l'article 64, alinéa 1 me gêne un peu. On accorde des pouvoirs discrétionnaires au Conseil communal qui sont trop importants. Pas concernant les déchetteries, pas concernant les écopoints, mais sur ce point : certaines rues définies par le Conseil communal qui seront communiquées au préposé à la protection des données et à la transparence pour approbation, certains lieux publics définis par le Conseil communal qui seront communiqués au préposé à la protection des données et

à la transparence pour approbation. On s'approche tout gentiment d'une société à la chinoise. Je souhaiterais qu'on donne un peu plus de pouvoir au Conseil général. Je modifierais cet alinéa 1 : certaines rues définies par le Conseil général plutôt que Conseil communal et certains lieux publics définis par le Conseil général qui seront communiqués au préposé à la protection des données et à la transparence pour approbation.

Monsieur Marcel Barthoulot : pourquoi le Conseil général au lieu du Conseil communal ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : parce que le Conseil communal restreint peut quelques fois prendre des décisions qui mériteraient d'être plus pesées. Si on contrôle déjà tout ce qui est envisagé par la vidéosurveillance, le jour où il faudra contrôler certaines rues, c'est qu'un problème sera apparu et ce problème sera d'importance et c'est le Conseil général qui devrait en prendre soin.

Monsieur Yann Chappatte : je vais peut-être communiquer la réflexion de la Commission dans ce cadre-là. L'idée d'intégrer cette vidéosurveillance dans ce règlement, c'était pour que législativement, la Commune puisse intervenir le moment venu. Si ce n'est pas dans ce règlement, le jour où on a un problème, on devra créer un règlement, venir le proposer au Conseil général, le soumettre en votation, ce qui prendra au moins six mois. Pourquoi on a choisi de donner cette compétence au Conseil communal ? C'est une réflexion qui a été faite et il y a deux raisons à ça ou deux garde-fous si on peut dire. Si on imagine un Conseil communal qui dit qu'il faut tout surveiller et mettre des caméras partout, ils ne pourront pas parce que tout d'abord ils n'auront pas le budget pour le faire parce que ça coûte très cher et, à ce moment-là, en dehors de leur crédit libre, ils devront venir avec une demande d'investissement conséquent. Sur le principe, la probabilité que ça survienne et que le Conseil communal parte dans cet extrême est quasiment nulle. Si ça devait venir, effectivement, je pense qu'en tant que Conseillers généraux il serait de notre devoir d'intervenir s'il y avait une surveillance systématique instaurée par la Commune, mais je n'y crois pas. La deuxième raison qui nous a poussés c'est que finalement, pour toute demande, même si demain le Conseil communal le veut, ils auront un travail conséquent à faire. C'est-à-dire qu'il faut un local sécurisé où les accès sont limités, il faut avoir un traçage pour savoir qui a accès aux images, qui peut les regarder, qu'est-ce que c'est qu'une preuve, à quel moment cette preuve peut être remise... Ce n'est pas un délit commis qui peut permettre de visualiser les images. Pour qu'une visualisation puisse être faite, il faut un délit et en plus une autorisation. Ensuite, en amont, quand on souhaite faire une surveillance, il y a obligation de déposer une demande qui doit être approuvée par le préposé à la protection des données. Ça veut dire que cette personne devra juger de la pertinence et du bienfondé. Le Conseil communal, puisque c'est à lui qu'on octroierait la compétence, aurait l'obligation de détailler pourquoi il souhaite le faire. Pour les déchetteries, ça serait facile de le faire, mais dans le cadre de certaines rues et lieux publics, il faudra le justifier. Ce n'est pas parce qu'il voudra surveiller une rue x ou y sans raison qu'il obtiendra une autorisation du préposé. Les règles, aujourd'hui en Suisse, sont extrêmement strictes par rapport à ça. Il y a quand même un garde-fous. En tant que Conseillers généraux, on pourra suivre ça et si on considère que 99 % des rues sont surveillées, on interviendra. Aujourd'hui, les rues qui posent problèmes sont limitées et sont celles où il y a, entre guillemets, du trafic nocturne, c'est-à-dire beaucoup de circulation, notamment les places de pique-nique. Si un jour une surveillance doit se faire là parce qu'il y a fréquemment des délits, je pense qu'on ne sera pas dans l'excès. C'est vraiment pour laisser au Conseil communal l'opportunité d'agir rapidement, parce que si ça passe par le Conseil général, il faut six mois avant qu'on puisse faire la surveillance. Si on a des problèmes, ça sera surtout en période estivale, il faudra intervenir et en fait on sera déjà en hiver lorsque le Conseil général aura approuvé la demande. Ce sont toutes ces réflexions qui nous ont amenés à choisir le Conseil communal.

Il devra demander, justifier sa demande à un organe spécifique qui devra approuver ça. D'autre part, on a un droit de regard si on considère que c'est excessif. Je pense qu'aujourd'hui on est dans un système où il y a suffisamment de représentants, on est encore en démocratie totale. Pour moi, c'est de bon sens qu'on laisse cette opportunité tout en ayant évidemment à l'esprit qu'il puisse y avoir démesure là-dedans, mais je n'y crois pas et les membres de la Commission non plus. C'est pour ça qu'on voudrait octroyer cette rapidité au Conseil communal.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je maintiens ma proposition parce que je crains qu'on aille vers une société toujours plus fliquée.

Au vote, la proposition de Monsieur Pierre-Yves Dubois qui souhaite octroyer ces compétences au Conseil général obtient 6 voix pour et 8 voix contre. Elle est donc refusée.

Au vote, le point 9 de l'ordre du jour est accepté par 13 voix contre 1.

10. Discuter et approuver le Règlement concernant les indemnités des autorités communales

Entrée en matière.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée à l'unanimité.

Débat de fond.

Monsieur Yann Chappatte : la Commission a souhaité introduire un Règlement concernant les indemnités des autorités communales. Tout d'abord, ce souhait est intervenu lorsqu'on a vu les différents règlements qu'il y avait dans les autres communes. Beaucoup de communes avaient un règlement pour les indemnités, ce qui n'était jusqu'à présent pas notre cas, sous réserve de son approbation ce soir. La pertinence de le faire nous paraissait assez évidente, parce qu'aujourd'hui en termes de transparence et de clarté, c'est difficile à lire pour tout le monde puisqu'il y a des choses qui sont notées dans le budget, dans les taxes par exemple, il y a des choses qui sont directement dans le budget et qui sont des indemnités qu'on octroie dans le cadre du budget et qui ne font pas l'objet d'une approbation formelle, c'est juste un compte qui est passé comme ça et c'est pertinent à un moment donné d'avoir une vision complète de tous les types d'indemnités versées aux gens qui travaillent dans l'intérêt de la Commune. On a donc pris les règlements qui existaient dans les communes qui ont des Conseils généraux essentiellement. Pour la plupart, ce sont des grandes communes évidemment. On a mis en discussion ces différentes indemnités, vous pensez bien que chaque chiffre a fait l'objet d'une discussion. Finalement, nous sommes arrivés au consensus des montants qui vous sont proposés dans ce règlement, tout en rappelant que c'est plus clair et que ça réduit la charge administrative pour ceux qui ont des fonctions communales, je pense plus particulièrement évidemment aux Conseillers communaux et au poste de Maire. Finalement, ça réduit aussi la charge de travail de l'administration puisque ça réduit quand même toutes les notes de frais, tous les petits décomptes qui peuvent être faits. On jugeait que les montants qui étaient octroyés pouvaient correspondre à quelque chose de conforme et correct pour notre Commune par rapport aux engagements que ça représentait. Nous vous recommandons d'approuver ce règlement. Evidemment, s'il y a des propositions, on est à l'écoute. L'idée c'est qu'on puisse formaliser ce règlement avec des indemnités qui soient aujourd'hui dans un seul et unique règlement. Il a été dissocié des autres règlements, vous comprenez bien, puisque ça nous permettra en tout temps de pouvoir le modifier aisément.

C'est aussi un règlement qui ne passe pas devant le peuple, c'est la compétence du Conseil général de l'approuver, de le modifier ou de le supprimer.

Article 4

Monsieur Paul-Henri Jobin : j'aurais voulu savoir et comprendre pourquoi on a fait une différenciation entre jour, demi-jour et qu'on n'a pas simplement gardé une indemnité-horaire pour tout le monde. Si on prend le cas par exemple d'une demi-journée, on a Fr. 200.00 pour plus de 3 ½ heures. Pour quelle raison on n'est pas partis sur un tarif horaire, peut-être un petit peu plus élevé que ce qu'il est là ? Pour que les gens soient rétribués à la juste valeur de ce qu'ils procurent comme travail.

Monsieur Yann Chappatte : je peux répondre au nom de la Commission, mes collègues pourront compléter s'ils le souhaitent. Finalement, l'heure, ça peut être n'importe quel moment dans la journée, en fin de matinée, en fin d'après-midi, en début d'après-midi. Souvent c'est un engagement communal restreint, ça peut être une petite séance de chantier, une heure et demie, deux heures. Après, il y a toute une série d'activités plus importantes. Qu'est-ce qu'il est cohérent de donner pour une demi-journée finalement de travail perdue ? Peu importe qu'on soit salarié, indépendant ou retraité, on sacrifie une demi-journée pour la collectivité. Finalement, au-delà de 3 heures et demie, on considère qu'il a perdu une demi-journée, on donne un montant forfaitaire et ça de façon raisonnable en terme de montant. C'est finalement de différencier la petite séance de la demi-journée sacrifiée.

Au vote, le point 10 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

11. Traitement de la motion « Droits de regard et pouvoir de décision sur les heures d'ouvertures de la crèche et de l'UAPE »

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je donne la parole à l'auteur de la motion, Monsieur Pierre Henri Stauffer.

Monsieur Pierre Henri Stauffer : j'ai déposé cette motion le 13 décembre 2021, il y a donc une année. A l'été 2021, quelques parents s'interpellaient sur les heures d'ouverture de l'UAPE. En effet, la crèche Croque-Pomme ouvre ses portes le matin à 6h30 pour les enfants de 0 à 4 ans alors que l'UAPE, unité d'accueil pour les enfants de 4 à 12 ans, ouvre à 7h00. Ces parents avaient organisé leur engagement professionnel en rapport avec l'ouverture de la crèche soit à 06h30. Quand leur enfant passe à l'UAPE, ils doivent revoir leur horaire du fait que les enfants sont accueillis seulement à 7h00. Madame Laurence Babey avait posé une question orale à ce sujet au 28 juin 2021 sans succès. Ensuite, niet de la Commission de l'unité d'accueil et niet de la direction de la crèche et UAPE. A ce sujet, j'aimerais dire que tant au Noirmont à 6h30, aux Breuleux à 6h30 et à Saignelégier à 7h00, la crèche et l'UAPE ouvrent à la même heure. Un tel problème ne devrait pas passer par une motion au Conseil général mais être réglé à l'interne, pour le bien des parents. Et sans attente. Maintenant, je crois que l'on doit admettre que la vie des familles a changé, que l'on n'y coupe pas de mettre à disposition ces infrastructures pour le bien des parents et de leurs vies professionnelles. Je ne veux pas entendre : nous on a fait sans cela il y a 15 ans ou 20 ans ! et on s'est débrouillés ! Ou que ce n'est pas normal d'amener des enfants de 4 ans à 06h30 alors que des bébés peuvent y aller eux à 06h30. Ou encore de dire : il n'y a plus eu de demande dans ce sens. Parce que les parents ont bâché ! Il est clair que certains parents ont plus de facilités, le monde de l'agriculture par exemple. Maintenant, je me penche sur les propos du Conseil communal, j'ai bien des doutes qu'il faille changer le règlement de la crèche, voire de la législation communale pour qu'aux Bois l'on puisse mener nos enfants à

l'UAPE à 06h30 le matin. A cela le coût que ça engendre, Fr. 4'000.00, selon les dires de l'exécutif, par année, pris en principe à la répartition des charges, cela représente quelques centaines de francs pour la Commune. Alors, voilà Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, je maintiens ma motion de mettre à disposition pour les familles et pour la nouvelle année scolaire 2023-2024, soit en début août 2023 ou avant peut-être si c'est possible, une ouverture de l'UAPE à 06h30 et de régler les problèmes de règlement de législation si besoin et de participation à la répartition des charges du Canton de ce montant de Fr. 4'000.00. Merci de votre soutien.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : comme on l'a indiqué, la Commission de la crèche et de l'UAPE a les compétences pour décider, c'est stipulé dans le règlement de fonctionnement. Je dirais qu'il n'appartient ni au Conseil général, ni au Conseil communal de fixer les heures d'ouverture, mais à la Direction de la crèche. Là, ça a été examiné, le pourquoi de l'ouverture de l'UAPE à 7 heures. Pour passer les enfants de la crèche à l'UAPE, ils ont besoin d'être accompagnés, ils ne peuvent pas y aller tous seuls, il y a des règles fixées par rapport à l'encadrement de ces enfants. Ceux qui avaient demandé cette ouverture, ce n'était qu'une famille. A ce moment-là, la Commission et la Direction ont dit que s'il y avait plusieurs familles qui demandaient, la question serait réexaminée. Ce ne fut pas le cas. Là, on n'a pas eu d'autre demande. Maintenant, par rapport à cette motion, il faut changer le règlement de la crèche, il faut changer le règlement d'organisation.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : la motion demande que le Conseil général modifie ça. On doit donc voter la motion telle qu'elle est présentée. Je propose de passer au vote. Est-ce que vous acceptez cette motion ?

Madame le Maire, Marianne Guillaume : si on n'est pas compétents pour le faire ?

Monsieur Pierre Henri Stauffer : moi, je me base sur ce que l'exécutif a écrit ici : « si la demande d'harmonisation devait être acceptée, il conviendra de décider également d'une augmentation d'un poste de travail de 30 minutes par jour ce qui représente par mois 11 heures ou un EPT de 6.3 % soit environ Fr. 4'000.00 par année. ». En écrivant ceci, l'exécutif dit que si le Conseil général vote, voilà par quoi on devra passer. Je ne pense pas que ça soit un obstacle véritable. Je crois qu'on doit quand même avoir ce pouvoir et dire quel est le bien pour la population, pour ces familles qui doivent mettre leurs enfants à la crèche, à l'UAPE.

Monsieur Jacques Boni : il me semble, par rapport à l'harmonisation de ces deux institutions, que ça devrait être les parents qui devraient décider. Ils ont fait des demandes. Je trouve que c'est la moindre des choses que le Conseil général puisse dire que c'est bon. Ce ne sont pas ces 30 minutes et ces Fr. 4'000.00 qui vont mettre le budget communal en perdition. Je propose qu'on soutienne cette motion.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : moi, si je comprends ce qu'a dit Madame le Maire, ce n'est pas ça le problème, c'est que pour l'harmonisation entre la crèche et l'UAPE, il y a quelque chose qui doit se passer. Si on vote, qu'eux ils ne sont pas capables de fournir la prestation, ça ne va pas le faire. Je crois qu'il faudrait aussi regarder le règlement de la crèche et ce qu'il faudrait changer. On doit aussi changer le règlement.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : justement, le pouvoir décisionnel appartient à la Commission et à la Direction de la crèche. C'est sur le règlement de fonctionnement. On peut aussi dire qu'on s'approche de la Commission, du futur Directeur pour voir. On ne peut pas changer ça du moment que la Commission a les attributions suivantes. Il faudrait enlever l'attribution de décider et la mettre au Conseil général.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : je pense qu'on peut voter la motion, donner notre avis et le transmettre à la Commission. On peut donner un avis, autrement, il faut changer le règlement. Ce soir, on peut voter oui ou non.

Monsieur Martial Farine : formellement, qui a établi ce règlement pour ces deux institutions ? C'est la Commission qui est compétente pour faire son propre règlement ?

Madame le Maire, Marianne Guillaume : non. Il y a un règlement pour la crèche. On a déjà ajouté des articles. Ça a été fait au point de départ.

Monsieur Martial Farine : qui c'est qui l'a fait ?

Madame le Maire, Marianne Guillaume : c'est le Conseil général. Mais ça nécessite une modification si vous acceptez la motion. Il faut enlever la compétence à la Commission crèche. Il y a encore un fonctionnement interne qui est propre à la crèche.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : ça, on ne peut pas le faire ce soir puisqu'on va voter sur la motion.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : effectivement.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : on vote sur la motion, on vote oui ou non, mais après les compétences, ce n'est pas pour nous. Si on veut revoir les compétences, on doit revoir le Règlement de la crèche, on le rafraîchit.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : si on vote oui, après ça a quoi comme incidence sur la suite ? Il faut aussi qu'il y ait quelque chose derrière. Si on dit juste oui et qu'en sortant ce soir il n'y a plus rien qui se passe, ça ne sert à rien non plus à mon avis.

Monsieur Pierre Henri Stauffer : cette motion implique qu'on devra changer ce règlement. C'est ce que je demande. Ça permet de mettre à disposition cette possibilité pour la rentrée d'août 2023.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : pour changer ce règlement, il faut que la Commission se penche dessus et que ça passe au Conseil général.

Monsieur Yann Chappatte : je voulais juste intervenir parce que je me suis intéressé à cette problématique. Tout d'abord, ce qui figure dans le rapport, je crois que c'est clair, limpide. La Commission gère l'UAPE et la crèche. Elle a pris position et est tout à fait en adéquation avec ce qu'il y a dans le rapport du Conseil communal. C'est la première chose que je voulais signaler. La deuxième chose, c'est de dire pourquoi la Commission n'est pas entrée en matière. Effectivement, il y a déjà eu des demandes, il y en a eu plusieurs, en l'occurrence, à ce stade, on n'a pas pu me certifier si c'était deux ou trois demandes. Entretemps, il y en a qui se sont retirés puisqu'ils n'étaient plus concernés, les années passent et les enfants changent d'institution. Aujourd'hui, il y aurait un ou deux cas. La Commission, qui a effectivement le pouvoir puisque c'est une des compétences qu'on lui a attribuée dans le règlement, c'est ce que je voulais vite contrôler sur Internet, il s'avère que la Commission n'était pas favorable parce que ça ne touchait que peu de monde, une ou deux personnes. Ça avait surtout des impacts consécutifs : il faut ouvrir plus tôt, il faut plus de personnel, avec un certain type de papiers, automatiquement ça augmente les coûts qui ne sont pas répercutés sur les gens qui bénéficient de cette demi-heure, mais sur l'ensemble des gens qui sont entre guillemets clients de la crèche et de l'UAPE. On m'a indiqué qu'il y aurait eu comme conséquence qu'une partie serait prise à la répartition des charges et une partie par l'ensemble des parents. Est-ce que ça fait sens finalement pour servir les besoins d'une famille que l'ensemble de l'institution doive être organisée différemment ? Le nombre de plages-horaires ouvert définit le nombre d'heures d'ouverture dont vous avez droit en fonction des personnes qui sont là pour s'occuper des enfants. Si on augmente les plages-horaires, ça augmente le coût total. Voilà les remarques de la Commission. A partir de là, je pense que c'est la Commission, qui a aujourd'hui la compétence, qui doit organiser ces choses. Je peux comprendre qu'on puisse ne pas être satisfait, mais la compétence elle intervient chez eux. Pour moi, à partir de là, il faut adresser des demandes et des réclamations à la Commission. Je ne vois pas comment le Conseil général peut prendre position. Dans ce

cadre-là, je fais confiance à la Commission. Je vais soutenir la position du Conseil communal et rejeter cette motion.

Au vote, la motion obtient 6 voix pour et 9 voix contre ; elle est donc rejetée.

12. Traitement du postulat « Collaborations intercommunales ouest des Franches-Montagnes »

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je donne la parole à l'auteur du postulat, Monsieur Martial Farine.

Monsieur Martial Farine : je voudrais d'abord remercier le Conseil communal pour avoir dressé la liste quasiment exhaustive des collaborations intercommunales actuelles. Répondre déjà au postulat sans que le Conseil général le demande formellement, c'est plutôt cool et c'est plutôt sympa. Comme il répond presque comme à une question écrite, je me déclare satisfait. Sur le fond, je vais donc retirer mon postulat, ce qui ne veut pas dire qu'à l'avenir il ne faudra pas réfléchir, que notre Conseil général ne devra pas réfléchir pour d'éventuelles fusions de services intercommunaux. Merci pour votre attention.

13. Réponse aux deux questions écrites de M. Yann Chappatte intitulées « terrains non construits » et « nouveaux postes, des éclaircissements nécessaires » lues lors de la séance du 13.12.2021

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : est-ce que Monsieur Yann Chappatte veut s'exprimer ?

Monsieur Yann Chappatte : selon le règlement, je ne peux le faire que lorsque le Conseil communal aura pris position.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : pour les questions écrites, on peut répondre soit par écrit, soit oralement. On a choisi de répondre oralement, vous l'aurez après dans le procès-verbal. L'aspect formel du Règlement d'organisation stipule : l'article 28 alinéa 3 du Règlement d'organisation prescrit que c'est le Conseil général qui est compétent pour décider de la création ou la suppression de postes d'employés communaux. L'article 32 donne au Conseil communal la compétence de la surveillance des employés de la commune, l'adoption des prescriptions de service et instruction particulière pour autant qu'elles ne soient pas de la compétence d'autres organes, ainsi que le traitement des réclamations contre le personnel communal à raison d'actes de service, sous réserve des dispositions de la législation scolaire et des articles 56 et suivants de la loi sur les communes. Lors de la séance du 23 août 2021, le Conseil communal a demandé au Conseil général la modification de l'annexe 1 du Règlement concernant le statut du personnel communal. A cet effet, un rapport a été établi et transmis aux membres du Conseil général. Malgré le fait qu'une demande de non entrée en matière ait été faite, le point a été discuté par le Conseil général et finalement adopté à la majorité des membres présents. L'arrêté du Conseil général a été ensuite affiché au panneau des avis officiels de la Commune et il a fait l'objet d'une publication dans le Journal officiel de la RCJU. Au terme du délai de publication et du délai référendaire, le document a été envoyé au Délégué aux affaires communales pour approbation. Le document est parvenu en retour au Conseil communal et il a été publié dans le Journal officiel du 13 janvier 2022. Dès lors, ces dispositions sont en vigueur et n'ont plus lieu d'être discutées. Depuis l'entrée en vigueur du nouveau Règlement concernant le statut du personnel communal, c'est la 6^{ème} révision qui est apportée à cette annexe. En conclusion, le Conseil communal ne donnera pas d'autres informations concernant cette question.

Monsieur Yann Chappatte : sans surprise, je suis totalement insatisfait. Ça ne répond à aucune de mes questions.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : je redonne la parole à Madame le Maire.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : je n'ai rien à ajouter.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : il y avait deux questions écrites.

Madame le Maire, Marianne Guillaume : pour les terrains non construits, on avait déjà répondu à Monsieur Chappatte lors de la séance du 8 février 2021. Je lis juste le chapitre qui concernait surtout la parcelle n° 1170 au Plane percé. *« Elle a été acquise effectivement en 2016 par Monsieur Huguenin. Nous avons eu plusieurs échanges en 2018, puis en 2019 et, sur sa demande, nous lui avons accordé un prolongement du délai de construction d'un an ; il avait quelques gros problèmes personnels. En 2020, nous avons appris que ce terrain avait été inscrit au Registre foncier avec un droit de réméré pour une période de deux ans et non de cinq ans, le notaire ayant fait une erreur que nous n'avions pas détectée en 2016 et 2018. Nous avons rencontré Monsieur Huguenin à fin novembre et il nous a confirmé son désir de garder ce terrain car il s'est renseigné et il est dans son droit, ce terrain lui appartient. Il a dit qu'il nous donnerait régulièrement des nouvelles par rapport à sa construction. Il n'est actuellement plus de notre ressort de reprendre cette parcelle. Par rapport à la parcelle n° 1167 de Monsieur Mestroni, le Conseil communal suit l'affaire en question. Pour cette parcelle, la vente a été faite le 18.09.2020 à Monsieur Mestroni. Il devait construire son immeuble dans le délai de 2 ans, soit le 18.09.2022. Le droit de réméré est inscrit au RF jusqu'au 18.09.2025. Monsieur Mestroni vient de demander une prolongation du délai car son architecte a de gros soucis de santé. Le Conseil a répondu qu'il accordait un délai supplémentaire jusqu'au 30 avril 2023. Ça c'est pour les terrains habitables. Pour ce qui concerne d'éventuelles autres parcelles vendues par la commune, la compétence appartient au Conseil général suite à une décision prise en début de législature. On a refait un petit tableau par rapport à toutes ces parcelles situées du côté de l'Orée.*

	N° parcelle	Entrée en force de la décision	Date de la vente	Conditions de construction	Échéance du droit de réméré	Compétence
Silton immobilier	1094		05.02.2019	05.01.2021	05.02.2024	Conseil général
Jaberg Stéphane	143	27.10.2020	20.12.2021			Conseil général
Joly Voyages	1095	27.10.2020	09.05.2022		01.06.2024	Conseil général
Frésard Bernard	1205		24.08.2018	24.08.2020	24.08.2023	Conseil général
Permis de bâtir			17.07.2020	17.07.2022		

La maison Silton a demandé une prolongation du délai pour la construction de son projet en raison de problèmes d'architecte ainsi qu'en raison de la pandémie de la COVID-19. Monsieur Jaberg est en train de construire. Pour l'entreprise B. Frésard, chacun connaît certainement la situation de l'entreprise et les raisons pour lesquelles le projet n'évolue pas. Néanmoins, le permis de construire est échu depuis le 17.07.2022. C'est au Conseil général et à la Commission de promotion économique de dire au Conseil communal ce qu'il doit faire par rapport à ce droit de réméré qui arrivera à échéance en 2023. Ces informations ont été communiquées à la commission de promotion économique qui est informée de ces

différentes situations. Le Conseil communal attend, le cas échéant, les instructions de cette commission pour agir. Pour le reste, c'est la réponse que vous pouvez lire sur le procès-verbal du Conseil général susmentionné.

Monsieur Yann Chappatte : je suis satisfait.

Monsieur le Président, Pierre-Alain Frésard : nous arrivons à la fin de cette séance. Je vous remercie pour votre participation et vous souhaite une belle fin de soirée. Bonne rentrée chez vous.

La séance est levée à 22h15.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président :



Pierre-Alain Frésard

La Secrétaire :



Marlyse Jobin